

Identifiant de l'acte délivré par la préfecture :
083-248300543-20231218-lmc1229745-DE-1-1
Date de validation par la préfecture : mardi 19 décembre 2023
Date d'affichage : 20/12/2023

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 18 DÉCEMBRE 2023**

**NOMBRE D'ELUS
METROPOLITAINS
EN EXERCICE : 16**

QUORUM : 9

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
15	0	1

OBJET DE LA DECISION

N° 23/583

**ADHESION DE LA
METROPOLE TOULON
PROVENCE MEDITERRANEE
AU RESEAU DES
COLLECTIVITES
TERRITORIALES POUR UNE
ECONOMIE SOLIDAIRE
(RTES)**

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENT :

M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 23/583

BUREAU DU 18 DÉCEMBRE 2023

**O B J E T : ADHESION DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE
MEDITERRANEE AU RESEAU DES COLLECTIVITES
TERRITORIALES POUR UNE ECONOMIE SOLIDAIRE
(RTES)**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la Loi du 31 juillet 2014 relative à l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) regroupant un ensemble de structures qui cherchent à concilier utilité sociale, performance économique et gouvernance démocratique, avec pour ambition de créer des emplois et de développer une plus grande cohésion sociale,

VU l'appel national signé en juin 2015 des élus locaux pour une économie sociale et solidaire signé par l'Association des Régions de France (ARF), l'Assemblée des Départements de France (ADF), l'Association des Maires de France (AMF), l'Assemblée des Communautés de France (AdCF), l'Association des Maires de Grandes Villes de France (AMGVF), l'Association des Maires Ruraux de France (AMRF) et par l'Association Nationale des Pôles d'équilibre territoriaux et ruraux et des Pays (ANPP),

VU l'avis favorable de la Commission Politique de la Ville et Habitat en date du 30 novembre 2023,

CONSIDERANT l'objectif de la Métropole d'inscrire l'Économie Sociale et Solidaire (l'ESS) dans le cadre de ses politiques publiques,

CONSIDERANT que l'Association Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire (RTES), regroupant des collectivités de tous échelons (régions, départements, pays, intercommunalités, communes...) autour d'une conviction : l'ESS,

CONSIDERANT que l'ESS est une économie en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux de nos territoires et qu'ensemble, elles coconstruisent des modes de faire, se forment, s'enrichissent mutuellement d'expériences, évaluent leurs actions,

CONSIDERANT que le montant de l'adhésion à l'Association RTES s'élève à 1 350 euros (mille trois cent cinquante euros),

Et après en avoir délibéré,

DECIDE

ARTICLE 1

D'ADOPTER l'exposé qui précède.

ARTICLE 2

D'APPROUVER l'adhésion à l'Association Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire dont la cotisation annuelle correspondante s'élève à 1 350 euros.

ARTICLE 3

D'AUTORISER le Président à représenter la Métropole au sein de cette association.

ARTICLE 4

D'AUTORISER le Président à renouveler cette adhésion et le paiement des cotisations correspondantes pour les années restant à courir sur le mandat.

ARTICLE 5

DE DIRE que les crédits sont disponibles sur le Budget Principal 2023 opération n°52156, article 6281.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 18 décembre 2023

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	15
CONTRE	0
ABSTENTION	0

Bulletin d'adhésion à l'association
« Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire »

Nom de la collectivité locale : Métropole Toulon Provence Méditerranée

Adresse : 107 boulevard Henri Fabre - CS 30536 83041 Toulon Cedex 9

A décidé lors de _____
(nom de l'instance ayant délibéré pour l'adhésion)

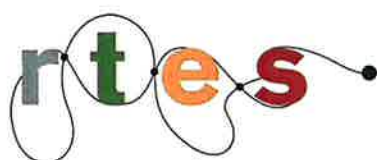
En date du _____

d'adhérer au Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Solidaire
pour l'année 2023

Nom et fonction du représentant au sein du RTES:

Montant de la cotisation pour 2023: 1350€ (intercommunalités de moins de 500 000 habitants.)

Date, signature et cachet de la collectivité adhérente :



RTES
98 bis rue Brûle-Maison 59000 Lille
03 20 97 17 97
animation@rtes.fr www.rtes.fr

Statuts du Réseau des Collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire

Adoptés lors de l'AGE du 2 juillet 2015

PREAMBULE

De nombreux élu-e-s locaux cherchent à engager leur territoire dans une démarche de développement durable et de démocratie participative, qui mobilise les ressources locales et mette en avant les dimensions sociale et humaine de l'économie. Il s'agit notamment pour eux de lutter contre toutes les discriminations et de placer la personne au cœur de l'économie.

En 2001, à la suite notamment des élections municipales qui ont vu de nombreux élu-e-s en charge d'une délégation à l'économie solidaire, ces élu-e-s ont identifié le besoin d'un espace de coordination et de partage d'expériences au plan national, et créé le RTES. Le RTES a pris la suite en particulier du Réseau des Communes pour l'Economie Solidaire, créé quelques années auparavant dans le cadre de la démarche d'impulsion de pôles d'économie solidaire.

Le Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire se propose d'être le lieu de rencontre des collectivités engagées dans une démarche d'économie sociale et solidaire, autour d'une conviction : l'économie sociale et solidaire est une économie en capacité d'apporter des réponses aux besoins économiques, sociaux et environnementaux des territoires.

Vers un développement durable par une économie:

- *au service de l'humain et du lien social: les initiatives d'économie solidaire ne recherchent pas le profit mais privilégient l'utilité sociale; en ce sens elles interrogent la définition même de la notion de richesse;*
- *au service des solidarités entre individus d'un territoire, entre territoires (au niveau régional, national ou international), entre activités et avec les générations futures;*
- *au service d'un développement qui favorise la coopération et l'action citoyenne;*
- *au service de la qualité de la vie pour tous et la préservation des ressources naturelles.*

Un développement des territoires fondé sur:

- *le partenariat au niveau local (élus – Etat – acteurs socio-économiques);*
- *la participation citoyenne (entreprendre ensemble) et les pratiques démocratiques;*
- *l'hybridation des ressources (public/privé, marchand/non marchand, monétaire/non monétaire);*
- *la mise en réseau des expériences locales, nationales et internationales.*

Parmi les champs d'action:

- *création de richesses et développement d'activités sociales et économiques*
- *finances solidaires, monnaies locales*
- *services aux personnes; insertion*
- *commerce équitable, achat éthique; circuits courts*
- *démocratie locale et éducation populaire;*
- *égalité des droits / lutte contre toutes les discriminations*
- *protection de l'environnement, de la santé, des ressources naturelles ;*
- *coopération internationale.*

TITRE 1 - FORMATION et OBJET de l'ASSOCIATION

ARTICLE 1 DENOMINATION

Il est fondé entre les adhérents aux présents statuts une Association régie par la loi du 1er juillet 1901 et le décret du 16 août 1901 ayant pour titre «Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire».

ARTICLE 2 OBJET

L'Association «Réseau des collectivités Territoriales pour une Economie Sociale et Solidaire» a pour objet de regrouper des collectivités et pays porteurs de projet d'économie solidaire en vue de :

- Promouvoir leurs démarches pour sensibiliser d'autres territoires à l'économie sociale et solidaire;
- Constituer un lieu-ressource en termes d'information et un lieu d'appui à la mise en œuvre de projet, notamment par la mutualisation des expériences locales et par le développement de démarches et d'outils communs ;
- Contribuer à la formation des élu-e-s et des technicien-ne-s des structures adhérentes ;
- Elaborer une réflexion à partir des pratiques locales pour être force de proposition auprès des pouvoirs publics.

MOYENS

Au titre des moyens mis en œuvre, l'association peut notamment :

- Coordonner par des réunions de travail les réflexions de ses adhérents;
- Mettre en place des formations ;
- Organiser des actions de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire;
- Participer à des colloques, conférences, séminaires, congrès pour promouvoir les pratiques de ses adhérents;
- Développer des outils, documentations, expertises pour faciliter la mise en œuvre de démarches d'économie sociale et solidaire au sein des territoires adhérents.
- Conduire tout type d'études nécessaires au développement d'actions de développement solidaire.

ARTICLE 3 DUREE

La durée de l'association est illimitée.

ARTICLE 4 SIEGE

Son siège est transféré à l'hôtel de Ville de Lille, par décision ratifiée par l'Assemblée Générale du 4 juillet 2003.

Le Conseil d'Administration a le choix de l'immeuble où le siège est établi, et peut le transférer par simple décision, laquelle sera ratifiée par l'Assemblée Générale la plus proche.

ARTICLE 5 COMPOSITION et QUALITE des MEMBRES

L'association est composée de membres actifs, de membres associés et de membres d'honneur.

- Sont membres actifs, les communes, pays, établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), Etablissements Publics territoriaux ou équivalents, départements, régions, à jour de cotisation au RTES. Ils désignent un-e représentant-e pour siéger au sein des instances de l'association.

- Sont membres associés, les personnes morales ou physiques ayant des objectifs convergents avec ceux du RTES. Ils sont agréés par le Conseil d'administration. Les membres associés versent une contribution dont le montant minimum est fixé par l'Assemblée Générale.
- Sont membres d'honneur, les personnes physiques dont la contribution aux travaux du RTES est utile à l'association ou des personnes ayant rendu des services à l'association et ont été agréées par le Conseil d'administration. Ces personnes sont dispensées de cotisation. La qualité de membre d'honneur peut être remise en cause par le Conseil d'administration pour faute grave commise contre l'intérêt du RTES ou comportements non conformes aux valeurs du réseau.

Chaque membre de l'association dispose d'une voix à l'assemblée générale, quel que soit son poids démographique, sous réserve d'être à jour de cotisation. La qualité de membre associé est reconsidérée, tous les ans, par le Conseil d'administration lors de la réunion qui fait suite à son renouvellement.

Le nombre total de membres associés et de membres d'honneur ne pourra être supérieur au nombre de membres actifs.

ARTICLE 6 CONDITIONS d'ADMISSION des MEMBRES

Le Conseil d'Administration statue souverainement sur l'adhésion des nouveaux membres.

Les demandes d'adhésion des personnes morales devront être accompagnées de tout document attestant de l'accord des organes de ladite personne morale d'adhérer à l'association, ainsi que des précisions sur les conditions de sa représentation.

ARTICLE 7 PERTE de la QUALITE de MEMBRE

La qualité de membre se perd par:

- o le non-paiement de sa cotisation ou contribution;
- o la démission adressée par écrit au Président de l'Association;
- o la radiation prononcée par le Conseil d'Administration pour motif grave ou non-respect des engagements pris vis-à-vis de l'Association, le membre intéressé et le responsable légal de la personne morale concernée ayant été préalablement entendus par le Conseil d'Administration;
- o la disparition de la personne morale adhérente.

TITRE 2 - RESSOURCES, PATRIMOINES et ENGAGEMENTS de l'ASSOCIATION

ARTICLE 8 COTISATION

Les membres actifs paient une cotisation dont le montant est fixé annuellement par l'Assemblée Générale. La somme demandée peut être différenciée par type de collectivité adhérente.

ARTICLE 9 RESSOURCES

Les ressources de l'Association se composent:

- o des cotisations des membres actifs ;
- o des contributions des membres associés
- o des subventions qui pourraient lui être accordées par l'Union Européenne, l'Etat, les collectivités publiques ou les établissements publics;
- o des dons manuels dans les limites définies par la loi et, notamment, celles résultant de la loi du 23 juillet 1987 relative au mécénat;
- o des revenus de ses biens;

- o des sommes perçues en contrepartie des prestations fournies;
- o de toute autre ressource autorisée par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 10 COMPTES ANNUELS

L'association établit ses comptes annuellement.

Les comptes annuels comprennent un bilan décrivant séparément les éléments actifs et passifs de l'Association, un compte de résultat récapitulant les produits et les charges.

Ils sont établis par le Conseil d'Administration, dans les six mois de la clôture de chaque exercice, selon les principes et méthodes comptables applicables aux associations.

Le compte de résultat, l'annexe et le projet de budget, sont établis pour chaque exercice, selon les mêmes formes et les méthodes d'évaluation que les années précédentes.

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

Le-a Trésorier-e informe le Conseil d'Administration et l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes de l'Association pendant l'exercice écoulé, son évolution prévisible et les événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice au moyen d'un rapport de gestion écrit.

Les comptes annuels et le projet de budget sont soumis à l'approbation du Conseil d'Administration, puis de l'Assemblée Générale conformément aux dispositions de l'article 14 des présents statuts.

ARTICLE 11 COMMISSAIRE aux COMPTES

Le contrôle des comptes annuels est exercé par un Commissaire aux Comptes choisi pour une période de six ans par l'Assemblée Générale, chargée d'approuver les comptes de l'association. Le Commissaire a droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur.

Le Commissaire aux Comptes certifie la régularité et la sincérité des comptes. Il a pour mission permanente de vérifier les livres, documents comptables de l'Association. Il opère toutes les vérifications nécessaires et contrôles, et se fait communiquer toutes pièces utiles à l'exercice de sa mission.

Le Commissaire aux Comptes établit et présente à l'assemblée un rapport annuel sur les opérations comptables de l'Association.

Le Commissaire aux Comptes assiste à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui approuve les comptes annuels. Il peut en outre, être convoqué à toute autre réunion du Conseil ou de l'Assemblée.

Il est convoqué par lettre recommandée avec demande d'avis de réception quinze jours au moins avant la réunion.

TITRE 3 – ADMINISTRATION

ARTICLE 12 ASSEMBLEE GENERALE

Elle comprend tous les membres prévus à l'article 5.

ARTICLE 13 REUNIONS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale peut également se réunir lorsque les 2/3 des membres demandent par écrit cette convocation, en indiquant le but et les motifs.

Pour toutes les Assemblées Générales, les convocations sont envoyées par lettre simple au moins 10 jours à l'avance et précisent l'ordre du jour.

L'ordre du jour est fixé par le Conseil d'Administration.

Les membres pourront se faire représenter aux Assemblées Générales par un membre muni d'un pouvoir spécial.

Pour les décisions 1 à 5 fixées par l'article 14, l'Assemblée Générale ne peut délibérer valablement que si la moitié des membres actifs sont présents ou représentés. Si cette condition n'est pas remplie, l'Assemblée Générale est convoquée de nouveau au plus tôt 8 jours après. Elle délibère cette fois valablement quel que soit le nombre de membres présents ou représentés, mais seulement sur les sujets inscrits à l'ordre du jour de la précédente réunion.

Pour les décisions 6 de l'article 14, aucun quorum n'est fixé.

Les délibérations de l'Assemblée Générale sont prises à la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Pour la modification des statuts, la dissolution de l'association, sa fusion ou son union avec d'autres organismes poursuivant un but analogue, la présence de la moitié des membres présents ou représentés est nécessaire à la validité des délibérations. Elles doivent être prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés.

ARTICLE 14 LES POUVOIRS DE L'ASSEMBLEE GENERALE

1. Elle entend le rapport d'activité, le rapport financier et le rapport du commissaire aux comptes.
2. Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget prévisionnel et donne quitus de leur gestion aux administrateurs.
3. Elle procède à l'élection et à la révocation des administrateurs ou pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'Administration.
4. Elle nomme le commissaire aux comptes.
5. Elle est chargée de fixer les orientations générales relatives aux activités de l'association, notamment le montant des cotisations annuelles.
6. Y sont également traitées les questions inscrites à l'ordre du jour.

ARTICLE 15 PROCES VERBAUX

Les procès verbaux des délibérations des Assemblées Générales sont transcrits par le-a Secrétaire sur un registre, et signés par le-a Président-e et le-a Vice-Président-e ou le-a Trésorier-e présent à la délibération.

Il peut être délivré toutes copies de ces procès-verbaux par le-a Président-e ou le-a Secrétaire.

ARTICLE 16 CONSEIL D'ADMINISTRATION

L'association est administrée par un Conseil d'administration, élu parmi les membres actifs. Le nombre de membres est fixé entre 9 et 25 membres. La composition du Conseil d'administration

recherchera un juste équilibre entre les différents types de territoires adhérents et intégrera autant que possible le principe de parité.

Un représentant des membres associés et un représentant des personnes morales peuvent siéger aux réunions du Conseil d'administration avec voix consultative. Ils sont proposés par le conseil d'administration à l'Assemblée Générale qui valide ou non la proposition.

La durée du mandat est fixée à trois ans. Après chaque scrutin électoral, dans le cas où un-e élu-e ne retrouve pas son mandat ou n'est pas désigné à nouveau par sa collectivité pour la représenter au RTES, il-elle peut siéger au conseil jusqu'à la prochaine AG.

Le Conseil d'administration peut inviter toute personne utile à participer à ses travaux.

ARTICLE 17 REUNIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le Conseil d'Administration se réunit au moins trois fois par an sur convocation de son-a Président-e ou à la demande d'au moins 1/3 de ses membres.

Le Conseil d'Administration ne peut valablement siéger que si la moitié des membres sont présents. Dans le cas contraire, le Conseil d'Administration est convoqué par lettre simple pour une nouvelle réunion qui doit se tenir dans les trois semaines sans condition de quorum pour ses délibérations.

Un administrateur peut donner pouvoir à un autre administrateur. Un administrateur ne peut représenter qu'un seul administrateur.

Il est tenu un procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le-a Président-e et le-a Secrétaire.

Les procès-verbaux sont envoyés à chaque membre du Conseil d'Administration puis approuvés lors du Conseil d'Administration suivant.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des membres présents et représentés.

ARTICLE 18 POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dans le cadre des orientations définies par l'Assemblée Générale, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de l'Association et réaliser tous les actes conformes à l'objet statutaire qui ne sont pas réservés à l'Assemblée Générale.

ARTICLE 19 LE BUREAU

Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres au scrutin secret : un-e Président, un-e (ou des)Vice-Président-e(s), un-e Secrétaire, un-e Trésorier. Les représentants de l'association doivent jouir du plein exercice de leurs droits civiques.

Dans la mesure du possible, le bureau représentera les différents types de territoires adhérents.

o Le-a Président-e est chargé-e d'exécuter les décisions de l'Assemblée Générale et du Conseil d'Administration et d'assurer le bon fonctionnement de l'Association qu'il représente en justice, et dans tous les actes de la vie civile. Il-Elle ordonnance les dépenses. Il-elle est investi-e de tous pouvoirs pour accomplir les opérations nécessaires à la vie de l'Association. Il-Elle convoque les réunions des Assemblées Générales et du Conseil d'Administration. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration. Il-Elle peut déléguer aux responsables salariées la représentation de l'Association dans tous les actes de la vie civile. Il peut convoquer toute personne étrangère à l'association, qui y participe alors à titre de consultant sans voie délibérative.

o Le-a (ou les) Vice-Président-e assiste le-a Président-e dans l'exercice de ses fonctions.

o Le-a Secrétaire rédige les procès-verbaux des délibérations du Conseil d'Administration et de l'Assemblée Générale. Il-Elle assure l'exécution des formalités nécessaires. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration.

o Le-La Trésorier-e tient les comptes de l'Association. Sous la surveillance et la responsabilité du-de la Président-e, il-elle effectue tous paiements et reçoit toutes sommes. Il-Elle rend compte à l'Assemblée

Générale annuelle qui statue sur la gestion. Il-Elle doit obtenir l'autorisation du Conseil d'Administration pour toute opération intéressant la gestion du fonds de réserve et, notamment, pour les achats et ventes de valeurs mobilières. Il-Elle établit le rapport financier annuel destiné à l'Assemblée Générale. Il-Elle peut déléguer une partie de ses pouvoirs avec l'accord du Conseil d'Administration.

ARTICLE 20 GRATUITE DU MANDAT

Les membres du Conseil d'Administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont conférées. Toutefois, ils pourront obtenir, sur justification, le remboursement des frais engagés pour les besoins de l'Association.

ARTICLE 21 DISSOLUTION

En cas de dissolution volontaire ou forcée, l'Assemblée Générale désigne parmi ses membres un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association.

L'actif net sera redistribué entre des associations ayant le même objet.

Fait à Lille

le 2 juillet 2015